

**Etablissement contractant**

AEFE - Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger 23, place de Catalogne - 75014 PARIS /  
1 allée 1 Allée Baco BP 21509 - 44015 Nantes Cedex 1

**Pouvoir adjudicateur**

Olivier Brochet, Directeur de l'AEFE.

**Renseignements d'ordre technique :**

Frédéric Carrey Tél : 02 51 77 29 34 / [frederic.carrey@diplomatie.gouv.fr](mailto:frederic.carrey@diplomatie.gouv.fr)

**Renseignements d'ordre administratif :**

Virginie Hingant Tél : 01 53 69 31 78 / [virginie.hingant@diplomatie.gouv.fr](mailto:virginie.hingant@diplomatie.gouv.fr)

Cédric Bocquel Tél : 01 53 69 30 77 [cedric.bocquel@diplomatie.gouv.fr](mailto:cedric.bocquel@diplomatie.gouv.fr)

## Règlement de Consultation

### RC

#### ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

#### **PRESTATION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN ET D'AMENAGEMENT DES LOCAUX PARISIENS DE L'AGENCE POUR L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS A L'ETRANGER**

**N° AF2021.01**

Accord-Cadre passé en application des articles L. 2124-2, R.2124-2 et  
R. 2162.2 et du code de la commande publique.

**Date limite de remise des offres : 12 février 2021 à 16h00**

Le présent document comporte 12 pages

## **Article 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET CONDITIONS**

### **1.1 Contexte**

Créée en 1990, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE). Elle assure les missions de service public relatives à l'éducation en faveur des enfants français résidant hors de France et contribue au rayonnement de la langue et de la culture française ainsi qu'au renforcement des relations entre les systèmes éducatifs français et étrangers.

L'Agence gère directement **71** établissements d'enseignement scolaire français, qui sont ses composantes. Par ailleurs, elle pilote et anime, dans le cadre d'une procédure de conventionnement et d'affectation de moyens publics, un réseau de **156** établissements privés. Elle assure la formation continue, l'orientation et le suivi pédagogique des enseignants des **295** autres établissements, appelés « établissements partenaires », également homologués par le ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse (MENJ). Dotée d'un budget de plus d'1 milliard d'euros qui associe contributions des familles et crédits publics, elle accueille dans les établissements de son réseau **370 000** élèves dans **139** pays, finance des aides aux familles et, sur critères académiques, des bourses d'excellence-major pour les meilleurs bacheliers étrangers issus du réseau des établissements français à l'étranger et poursuivant des études supérieures en France.

Elle emploie plus de 6 052 agents en détachement, titulaires de l'Éducation nationale, affectés à l'étranger auprès des établissements en gestion directe ou des établissements conventionnés.

Les services centraux de l'Agence comptent 179 agents au 1er janvier 2020, répartis sur deux sites : Paris et Nantes.

Elle alloue aux établissements scolaires des subventions de fonctionnement, d'investissement, d'équipement et d'appui pédagogique.

Elle met en œuvre au profit des établissements du réseau une politique pédagogique innovante qui concilie respect des programmes scolaires en vigueur en France et ouverture à la langue et à la culture du pays d'accueil.

En développant et en renforçant la diplomatie éducative, le réseau des établissements d'enseignement français à l'étranger soutient ainsi la diplomatie économique française.

### **1.2 Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet des petits travaux d'entretien et d'aménagement des sites occupés (immeuble de bureaux) de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger situés au 23, place de Catalogne - 75014 PARIS

Ces travaux n'impacteront pas la solidité ni la stabilité de l'ouvrage et regrouperont notamment les travaux de réaménagement d'espace, de menuiserie, d'électricité, et autres travaux de finition comme la peinture.

Pour information, l'AEFE est locataire de ces locaux situés à Paris.

### **1.3 Forme - Montant de l'accord-cadre - Allotissement**

L'accord-cadre est à marchés subséquents.

L'accord-cadre est multi-attributaire. Il est conclu avec trois opérateurs sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres conformes.

L'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles et donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées à l'article R.2162-2 du code de la commande publique.

Les consultations des marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre et donnent lieu à une remise en concurrence des titulaires.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum, et sans montant maximum.

A titre d'information, le budget annuel est d'environ 35 000 € HT.

### **1.3 Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE) – Variantes**

Le présent accord-cadre ne comporte pas de Prestation Supplémentaire Eventuelle.

Les variantes pourront être autorisées afin de proposer des produits ou matériaux écologiques, de type isolation thermique et phonique écologique ou peintures naturelles certifiées et labellisées. Ces variantes ayant pour objectif de nous guider dans le choix de solutions et matériaux écoresponsables.

Ces variantes seront précisées par le ou les titulaires à l'appui de leurs offres et / ou à la survenance du besoin de l'Agence.

### **1.4 Durée de l'accord-cadre**

Il est conclu pour une durée initiale de douze mois ferme. Il sera ensuite reconduit tacitement par période de douze mois, sans que sa durée totale n'excède quarante-huit mois.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre auprès d'un ou plusieurs titulaires, il informe le(s) titulaire(s) de sa décision au plus tard 2 mois avant la fin de validité de l'accord-cadre par lettre recommandée avec accusé réception.

La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité ni à aucun dédommagement au profit de son titulaire. Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de la période de validité de l'accord-cadre et des bons de commandes en cours.

Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

### **1.5 Etendue de la consultation**

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure régie par les articles L. 2124-2, R.2124-2 et R. 2162.2 du code de la commande publique.

## **1.6 Mode de dévolution de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre à marchés subséquents est passé selon la procédure prévue par l'article R. 2162.2 du code de la commande publique.

## **1.7 Sous-traitance**

Certaines parties de l'accord-cadre pourront être sous-traitées à condition d'avoir obtenu de l'AEFE l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Dans le cas où la sous-traitance serait envisagée au moment de la remise de l'offre, les candidats devront remplir l'acte de sous-traitance qui sera annexé à l'Acte d'Engagement.

## **1.8 Nomenclature communautaire pertinente**

Codes CPV :

- 45453000-7 : travaux de remis en état et remise à neuf
- 45310000-3 : travaux d'équipement électrique
- 45421000-4 : travaux de menuiserie
- 45442100-8 : travaux de peinture
- 45330000-9 : travaux de plomberie
- 45262522-6 : travaux de maçonnerie

## **1.9 Clauses sociales et Environnementales**

Le titulaire doit s'engager à la bonne gestion des déchets de chantier via le SOGED et un engagement supplémentaire en matière de développement durable est souhaitable et sera pris en compte dans les critères d'évaluation des offres.

## **1.10 Visite des lieux**

La visite des lieux n'est pas obligatoire dans le cadre de la procédure d'appel d'offre.

La visite des lieux peut être obligatoire dans le cadre de certaines opérations de travaux. Les marchés subséquents préciseront l'ensemble des modalités.

Une date de rendez-vous sera à fixer auprès de : Frédéric Carrey :

Tél : 02 51 77 29 34 / [frederic.carrey@diplomatie.gouv.fr](mailto:frederic.carrey@diplomatie.gouv.fr)

## **Article 2 – DEMATERIALISATION DE LA PROCEDURE**

### **2.1 Profil d'acheteur**

La présente consultation est passée en application des articles R. 2132-1 à R. 2132-14 du code de la commande publique et des arrêtés du 28 août 2006 et du 14 décembre 2009 relatifs à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Le profil d'acheteur de l'AEFE se trouve à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Sur le site, les soumissionnaires trouveront les conditions générales d'utilisation de la plateforme de dématérialisation, les prérequis techniques auxquels ils devront se référer pour utiliser la plateforme, ainsi qu'un manuel d'installation et une foire aux questions (FAQ).

Ces documents font partie intégrante du présent règlement de la consultation.

## **2.2 Retrait des dossiers par voie dématérialisée**

Les soumissionnaires peuvent, gratuitement et anonymement, consulter l'avis et retirer le dossier de consultation (DCE) sur [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Pour lire les documents mis à disposition sur ce site, les candidats doivent disposer des logiciels suivants : .doc (Word), .rtf, .xls (Excel), .pdf (Acrobat Reader), .zip (Winzip), .pdf (Acrobat Reader).

Il est recommandé aux candidats d'indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement, ainsi qu'une adresse électronique, afin que puissent lui être communiquées les éventuelles modifications ou précisions apportées aux documents de la consultation.

Il est également nécessaire que le candidat vérifie très régulièrement les messages reçus sur cette adresse. La responsabilité de l'acheteur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

## **Article 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

### **3.1 – Contenu du dossier de consultation (DCE)**

Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- Le règlement de consultation ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- L'annexe financière (le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE)) ;
- Le cadre de la note méthodologique ;
- Les formulaires DC1, DC2, DC4
- Plans du site de Paris
- La Trame de SOGED,
- L'annexe 1
- Le formulaire de renseignement d'adresse électronique du candidat.

### **3.2 - Modification de détail au dossier de consultation**

L'Agence se réserve le droit d'apporter, au plus tard **8 jours** avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats

devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **Article 4 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres de l'accord-cadre est fixé à cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite de remise des offres.

Le délai des offres des marchés subséquents est fixé à soixante jours (60) à compter de la date limite de remise des offres.

#### **Article 5 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les candidatures et les offres doivent être rédigées en français. Chaque candidat devra produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

##### **5.1 Les pièces relatives à la candidature :**

- **Le DUME par voie dématérialisée ou le e dume ou réponse standard électronique :**

**Ou**

- **le DC1 dûment rempli**, daté par une personne habilitée à engager le candidat
- **le DC2** dont les rubriques B à E doivent être renseignées par le candidat, accompagné des pièces suivantes :
  - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2),
  - Présentation d'une liste des principaux services exécutés au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé;
  - Les qualifications professionnelles suivantes ou équivalences :
    - Qualification Qualibat 5111 - Installation de plomberie sanitaire en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 m<sup>2</sup> - (Technicité courante)
    - Qualification Qualifelec LCPT

Les capacités techniques et financières des candidats seront appréciées au vu de ces éléments.

En cas de candidatures groupées, chaque membre devra fournir l'ensemble des pièces ci-dessus, à l'exception de la lettre de candidature (formulaire DC1) qui doit être signée par l'ensemble des membres du groupement.

En cas de sous-traitance, le candidat remplit le formulaire DC4 « Déclaration de sous-traitance », et le sous-traitant fournit l'ensemble des pièces ci-dessus.

Les entreprises de création récente peuvent justifier leurs capacités financières et techniques par tout moyen, notamment en proposant des documents qu'ils jugent équivalents à ceux listés par l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs.

- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Conformément à la réglementation, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. Les candidats peuvent utiliser le coffre-fort électronique mis à leur disposition sur la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), se référer à « Guide utilisateur général Entreprise » disponible sur PLACE à la rubrique « Aide ».

## **5.2 Les pièces relatives à l'offre**

Les offres doivent être rédigées en français. Chaque candidat devra produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement accompagné d'un RIB,
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- L'annexe financière (BPU et DQE) dûment complétés avec un exemplaire au format Excel (.xls),
- L'offre de prix (BPU et DQE) est exprimée en euros,
- L'offre détaillée du candidat, présentée sous forme d'une note méthodologique contenant toutes les informations portant sur les moyens et méthodes, que le candidat compte mettre en œuvre pour l'exécution des prestations. **Cette note comprendra obligatoirement les éléments listés dans le cadre de la note méthodologique.**
- L'annexe 1 complétée.
- Le formulaire de renseignement de l'adresse électronique dûment complété.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que :

- les critères de jugement de l'offre sont appréciés sur la base des différents documents demandés ci-dessus, et qu'il est par conséquent de leur intérêt d'y apporter, avec le niveau de détail pertinent, toutes les indications nécessaires à cette appréciation ;

- l'offre doit être conforme au dossier de consultation et notamment aux stipulations du Cahier des Clauses Particulières. Le candidat est tenu de respecter la présentation des grilles tarifaires définies par l'AEFE. Toute suppression entraînera l'élimination du candidat.

**La signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire.**

Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de signer l'acte d'engagement et l'annexe financière.

## **Article 6 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

### **6.1 Admission des candidatures**

Les candidatures seront jugées au regard des capacités professionnelles, techniques et financières des candidats à exécuter le marché sur la base des documents visés à l'article 5.1 du présent document.

### **6.2- Sélection des offres**

Pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera tenu compte des critères de jugement des offres pondérés suivants :

- **Critère n°1- Valeur technique de l'offre (60 %)**, appréciée en fonction du mémoire technique,
- **Critère n°2- Prix (40 %)** proposés, appréciée en fonction des montants indiqués

## **Article 7 – LISTE DES PIECES A FOURNIR A L'ATTRIBUTION**

Outre le DC1, la justification des pouvoirs du signataire, l'acte d'engagement et l'offre technique signés, et conformément à l'article L. 2142-1 du code de la commande publique, le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que sous réserve qu'ils produisent les pièces ci-après :

- les attestations et documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D8222-8 du Code du travail,
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales lui incombant au 31 décembre de l'année précédente ont été satisfaites.

## **Article 8 – DEMATERIALISATION DE LA PROCEDURE**

A partir du 1er octobre 2018, l'article R. 3237-7 du code de la commande publique, « Sous réserve des dispositions des articles R. 2132-11 à R. 2132-13 , les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché en application du présent livre ont



lieu par voie électronique ». Ainsi les candidats doivent remettre leur offre uniquement sous forme électronique.

En cas d'envoi papier, l'offre sera réputée irrégulière.

**En cas d'envois multiples, il est rappelé que conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique, seul le dernier pli enregistré sur la plateforme sera ouvert.**

### **Remise des offres par voie dématérialisée**

La remise d'offres par voie électronique s'effectue uniquement au moyen de la plate-forme de dématérialisation des marchés publics PLACE, à l'adresse : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), l'AEFE n'acceptera aucun autre type de transmission électronique.

#### **LA SIGNATURE ELECTRONIQUE**

**Rappel** : la signature de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. L'AEFE est en cours d'acquisition de certificats de signature électronique. Le candidat retenu sera invité à signer électroniquement son offre.

#### **MODE DE TRANSMISSION**

La transmission électronique des candidatures est faite exclusivement via la plateforme de dématérialisation [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), l'AEFE n'acceptera aucun autre type de transmission électronique.

Les candidats doivent veiller à ce que la transmission de leur candidature soit effective (accusé de réception émis par la plate-forme) avant l'heure limite de dépôt des plis figurant en page de garde du présent règlement de consultation.

Les plis transmis par voie électronique étant horodatés, tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limites sera considéré comme hors délai.

Les formats compatibles que la personne publique peut lire sont : .doc; .xls; .pdf; .zip.

Les candidats sont invités à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe »,
- ne pas utiliser certains outils, notamment les macros,
- faire en sorte que leur candidature n'excède pas un volume excessif.

#### **LISIBILITE DES DOCUMENTS**

Dans l'hypothèse où les candidats prévoient d'insérer des documents non fournis par l'AEFE, ils doivent les scanner avec une définition suffisante garantissant leur lisibilité.

#### **COPIE DE SAUVEGARDE**

Le candidat doit transmettre, à titre de copie de sauvegarde, sur support physique électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Cette copie de sauvegarde doit être placée sous un pli scellé portant clairement la mention lisible :

**« Copie de sauvegarde – AF2021.01 – Prestation de travaux d'entretien et d'aménagement des locaux parisiens de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger  
n° AF2021.01 – NE PAS OUVRIR »**

L'enveloppe intérieure précisera l'identité du candidat. La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009. Si le pli n'est pas ouvert, il est détruit à l'issue de la procédure.

## Article 9 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment le règlement (UE) n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatiques et Libertés ».

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est le pouvoir adjudicateur, l'AEFE et le titulaire est le soumissionnaire.

## Article 10 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les demandes de renseignements devront être adressées à l'Agence **exclusivement par écrit** aux coordonnées suivantes :

via la plateforme PLACE : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Ces demandes doivent être adressées au plus tard le **30 janvier 2021** Une réponse écrite sera envoyée à l'ensemble des entreprises ayant retiré un dossier, au plus tard le **1<sup>er</sup> février 2021**.

Il est recommandé aux candidats, lors du retrait du DCE sur PLACE, d'indiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement, ainsi qu'une adresse électronique, afin que puissent lui être communiquées les réponses aux questions, ainsi que les éventuelles modifications ou précisions apportées aux documents de la consultation.

## Annexe 1 au Règlement de consultation

### 1) DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE

(si ces derniers n'ont pas été déjà transmis dans le dossier de candidature)

#### I - Candidat individuel ou membre du groupement établi en France

##### Dans tous les cas :

- ✓ Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société (dont délégations de signature...).
- ✓ Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de 6 mois** (*articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale*).
- ✓ Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ou l'état annuel des certificats reçus (*formulaire NOT12*) – **situation au 31 décembre de l'année précédant la consultation.**

**Dans le cas où** l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (*article D 8222-5-2° du code du travail*) :

- ✓ Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis ou D1), délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente.
- ✓ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- ✓ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- ✓ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### II - Candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger

Documents équivalents au point I, à défaut déclaration sous serment, ou déclaration solennelle devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou d'établissement (se référer au chapitre IV section 3 sous-section 6 du décret 2016-360 du 25 mars 2016).

### 2) CONSIGNES RELATIVES A LA SIGNATURE ELECTRONIQUE

Il est rappelé que les documents de la candidature et de l'offre ne nécessitent pas de signature au moment du dépôt du pli sur la PLACE.

L'acte d'engagement sera signé électroniquement par la personne publique et l'attributaire à l'issue du processus de sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Cependant, compte tenu des délais de délivrance d'un certificat de signature électronique, les candidats sont invités à prendre dès à présent les mesures pour se mettre en capacité de signer L'accord-cadre, si leur offre devait être retenue.

Il est de plus rappelé les points suivant concernant la signature électronique :

### **Certificat de signature**

La signature électronique utilisée doit être conforme au règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Cette signature électronique devra s'appuyer sur un certificat de signature qualifié conforme à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique. Le certificat de signature entre au moins dans l'une des catégories suivantes :

1° Un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS ;

2° Un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement eIDAS.

Toutefois, les certificats de signature délivrés antérieurement et conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique et au Référentiel Général de Sécurité (RGS) pourront continuer à être utilisés le temps de leur validité.

**Important** : Le certificat de signature doit être établi au nom d'une personne habilitée à engager la société (un document démontrant cette capacité à engager la société devra être remis à la personne publique) et être en cours de validité au moment de la signature.

La signature électronique devra porter sur le document lui-même, pas sur un fichier compressé (comme un fichier zip ou rar) ou sur un dossier, même si celui-ci ne contient qu'un seul document.

### **Outil de signature**

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix. Toutefois, il est recommandé d'utiliser l'outil de signature de la PLACE.

Si le candidat utilise un outil de signature autre que celui de la PLACE, il transmettra avec le document signé un mode d'emploi rédigé en langue française décrivant la procédure permettant la vérification gratuite de la validité de la signature dans les conditions des articles 5 et 6 de l'arrêté du 12 avril 2018, comprenant notamment le lien sur lequel l'outil de vérification de la signature peut être récupéré et les informations permettant un mode de vérification alternatif (contact à joindre, support du site de l'éditeur du logiciel de signature...) en cas d'impossibilité d'utilisation du lien mentionné ci-dessus.

### **Format de signature**

Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.